

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

VILLE DE CHINON

INTRODUCTION

Le rapport d'orientation budgétaire est une étape importante dans le cadre de l'élaboration du budget. Il permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité, des engagements pluriannuels envisagés ainsi que de la structure et la gestion de la dette. Il assure aussi l'information de l'ensemble des conseillers municipaux de la situation financière de la Ville de Chinon.

La présentation du rapport respecte les dispositions législatives et réglementaires, c'est-à-dire les articles L 2312-1 et D 2312-3 du code général des collectivités territoriales. Ce rapport fait figurer également les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (différence entre les emprunts et le remboursement de dette) conformément à l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022. A ce jour ces dispositions n'ont pas été réitérées.

Il donne tout d'abord un aperçu de l'environnement macro-économique en présentant :

- **Le contexte macro-économique (I)**
- **La situation financière de la Ville de Chinon (II)**
La structure, la gestion de la dette et la capacité d'autofinancement (III)
- **Le plan pluriannuel d'investissement (IV)**

I LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

▪ La situation en France et en Europe

(Sauf précision contraire les sources sont issues de la Banque de France)

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

(révisions par rapport à septembre 2023 en italique)	2022	2023	2024	2025	2026
PIB réel ^{a)}	2,5	0,8 (0,9)	0,9	1,3	1,6
	–	- 0,1 (0,0)	0,0	0,0	–
IPCH	5,9	5,7	2,5	1,8	1,7
	–	- 0,1	- 0,1	0,0	–
IPCH hors énergie et alimentation	3,4	4,0	2,8	2,2	1,9
	–	- 0,2	0,0	0,1	–
Pouvoir d'achat par habitant	- 0,1	0,7	0,8	0,5	0,7
	–	0,1	0,1	0,0	–
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,3	7,3	7,6	7,8	7,6
	–	0,1	0,1	0,0	–

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de septembre 2023, fondée sur les comptes trimestriels du 31 août 2023, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.

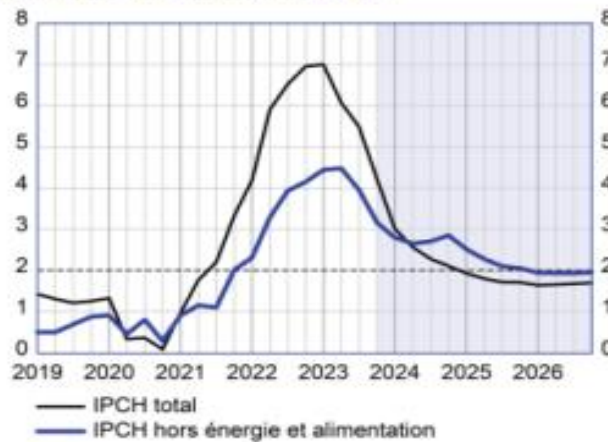
a) Pour 2023, la projection de croissance du PIB réel est indiquée sur la base des dernières informations disponibles (résultats détaillés des comptes trimestriels du 30 novembre 2023 et enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France de début décembre 2023). Le chiffre entre parenthèses correspond à la projection finalisée le 30 novembre, sur la base des comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023.

Sources : Insee pour 2022 (comptes nationaux trimestriels du 31 octobre 2023), projections Banque de France sur fond bleuté.

- **L'activité économique en France : la croissance annuelle prévue** entre -0,5 et 0,8% en 2023, a finalement été de +0,8% Pour 2024, les projections de croissance sont de + 0,9 % (1% selon Eurosysteme) et (+1,3 %) pour 2025 et de + 1,6 % de croissance en 2026.
- L'activité resterait ralentie en 2024 avant de se raffermir ensuite. **La croissance serait davantage tirée par la consommation des ménages**, sous l'effet du repli de l'inflation, bénéfique au pouvoir d'achat des salaires, et de la baisse du taux d'épargne. En 2025, la croissance bénéficierait également d'une amélioration de l'investissement privé, car l'effet du resserrement des conditions monétaires et financières serait moindre. En 2026, ces tendances se renforceraient pour engendrer une reprise dynamique.

Graphique 3 : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Note : IPCH, indice des prix à la consommation harmonisé.

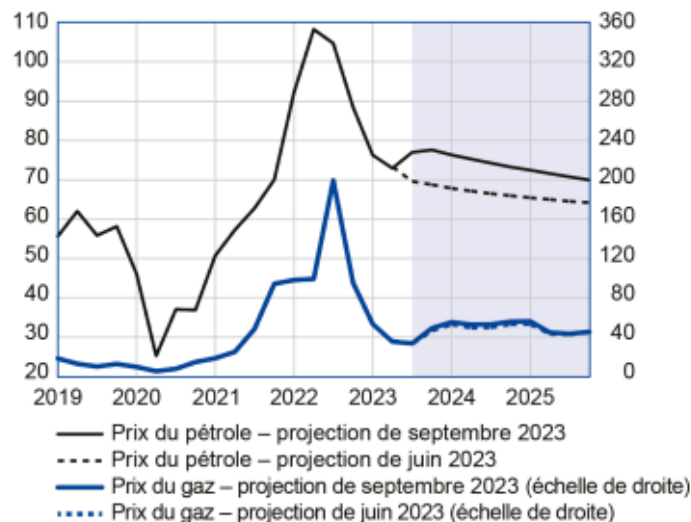
Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

L'indice des prix à la consommation harmonisé passerait de +5,7% en 2023 à +2,5% en 2024

Cout de l'énergie en Baisse

Graphique 4 : Trajectoires attendues des prix du pétrole et du gaz : comparaison des prévisions de juin et de septembre 2023

(en euros par baril pour le pétrole, en euros par MWh pour le gaz)



Source : Eurosysteme jusqu'au deuxième trimestre 2023, projections Eurosysteme sur fond bleuté.

-L'environnement international

(variations annuelles en pourcentage)

	Décembre 2023				Septembre 2023			
	2023	2024	2025	2026	2022	2023	2024	2025
PIB en volume mondial (hors zone euro)	3,3	3,1	3,2	3,2	3,3	3,2	3,0	3,2
Commerce mondial (hors zone euro)¹⁾	1,1	3,0	3,0	3,2	5,3	0,2	3,2	3,3
Demande extérieure adressée à la zone euro²⁾	0,8	2,6	2,9	3,1	6,5	0,1	3,0	3,0
IPC mondial (hors zone euro)	5,0	4,4	3,4	2,9	7,6	4,8	4,2	3,2
Prix à l'exportation des concurrents en monnaie nationale³⁾	-0,3	3,2	2,7	2,6	16,0	0,4	2,8	2,5

L'inflation annuelle globale au niveau mondial devrait reculer sur l'horizon de projection, et les prix à l'exportation des concurrents de la zone euro se normaliser.

La progression de l'indice global des prix à la consommation à l'échelle mondiale (IPC) devrait atteindre 5,0 % en 2024, puis ralentir progressivement pour s'établir à 2,9 % en 2026. Les projections d'inflation mondiale ont été légèrement revues à la hausse par rapport aux projections de septembre 2023.

Les perspectives relatives aux échanges commerciaux de la zone euro demeurent atones, étant donné que les prix élevés de l'énergie et l'effet décalé de l'appréciation effective de l'euro au cours de l'année écoulée entravent la compétitivité. Les exportations en volume de la zone euro ont enregistré de très mauvais résultats au deuxième trimestre 2023 et, selon les estimations, ont continué de reculer au troisième trimestre, malgré le redressement de la demande extérieure adressée à la zone euro. Les perspectives en matière de parts de marché à l'exportation sont désormais considérées comme nettement inférieures à celles ressortant des projections de septembre 2023.

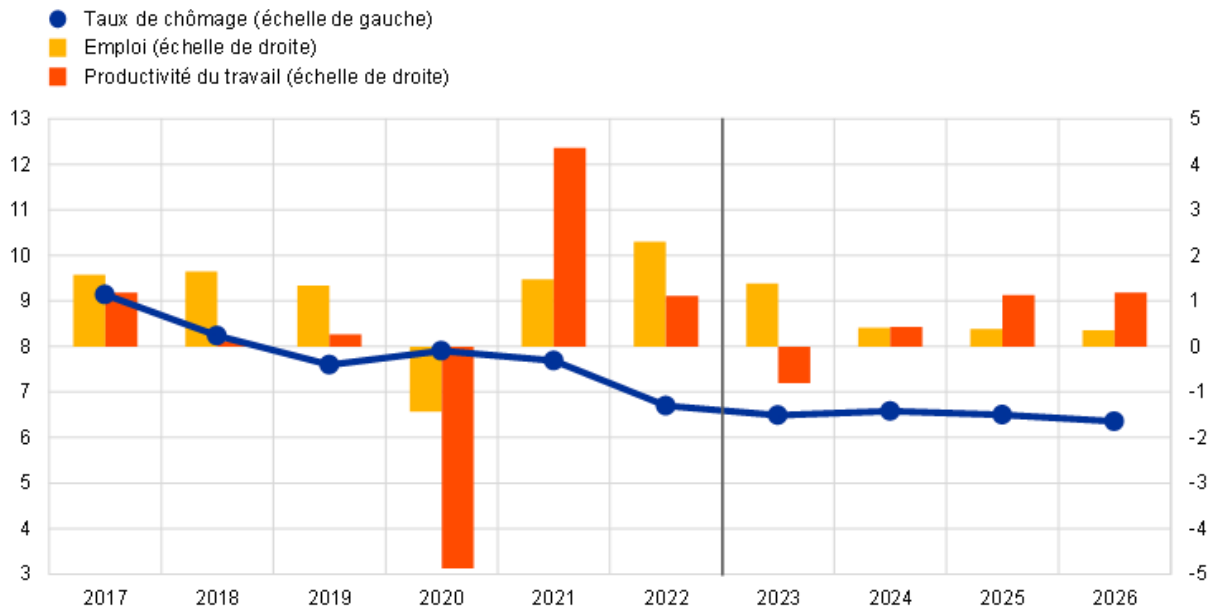
Révisée à la hausse en 2023, la consommation des ménages redeviendrait le principal moteur de la croissance en 2024

La consommation des ménages a été assez nettement révisée à la hausse sur les trimestres récents, pour l'estimation de la consommation mensuelle de produits alimentaires par l'Insee : la baisse de celle-ci est toujours d'ampleur historique.

La consommation des ménages serait soutenue sur l'horizon de prévision par des gains de pouvoir d'achat qui se poursuivraient après le rebond de 2023 (+1,0 % en 2023 et 2024, +0,7 % en 2025 et +0,9 % en 2026). Ces gains seraient principalement tirés par la progression du salaire moyen par tête, redevenue supérieure à l'inflation, prenant le relais de la forte augmentation de l'emploi observée en 2021 et 2022.

▪ Le marché du travail de la zone euro

Malgré un léger ralentissement, le marché du travail devrait continuer de faire preuve de résistance, avec une croissance de l'emploi plus modérée (par rapport au PIB) que celle ayant été observée en 2023.

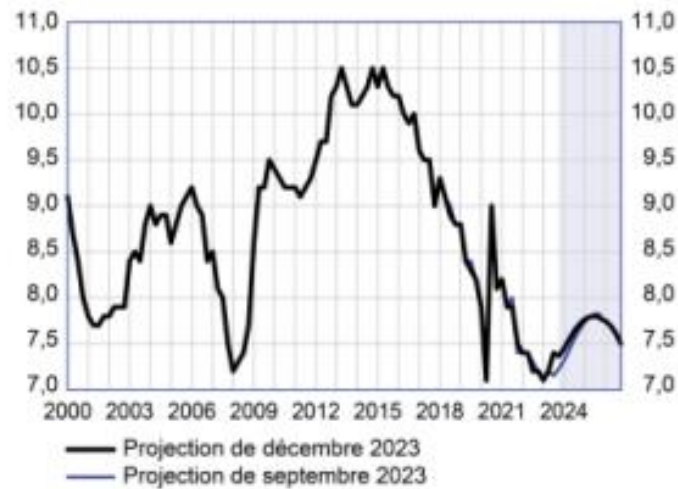


(en pourcentage de la population active [échelle de gauche], variations annuelles en pourcentage [échelle de droite])

Le taux de chômage devrait légèrement augmenter à court terme pour s'établir à 6,6 % en 2024, avant de diminuer sur le reste de l'horizon de projection et de s'établir, en moyenne, à 6,5 % en 2025 et 6,4 % en 2026.

Graphique 8 : Taux de chômage

(au sens du BIT, en % de la population active, France entière)



Sources : Insee jusqu'au troisième trimestre 2023, projections Banque de France sur fond bleuété.

L'emploi intérimaire diminue de 2,2% au 3^{ème} trimestre 2023, ce qui confirme un ralentissement.

▪ L'activité du BTP en baisse

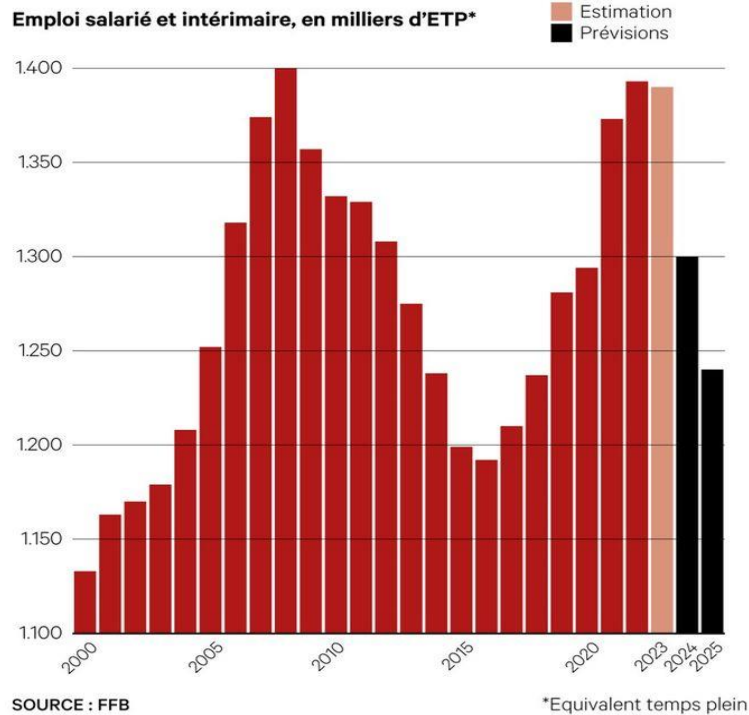
Ce secteur est particulièrement touché par la hausse des taux d'intérêt. Les parcours résidentiels stagnent, les bases du foncier bâti évoluent peu.

Les indicateurs avancés – le matériel de construction



L'emploi dans le secteur du BTP

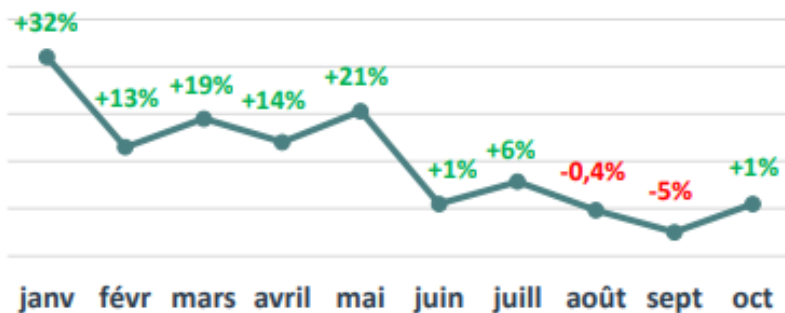
Secteur du bâtiment : les prévisions d'emploi



▪ L'activité touristique en Indre et Loire est en partie baisse pendant l'été

Visites de site

Évolution mensuelle 2023/2022 des entrées réalisées dans les sites de visite en Touraine

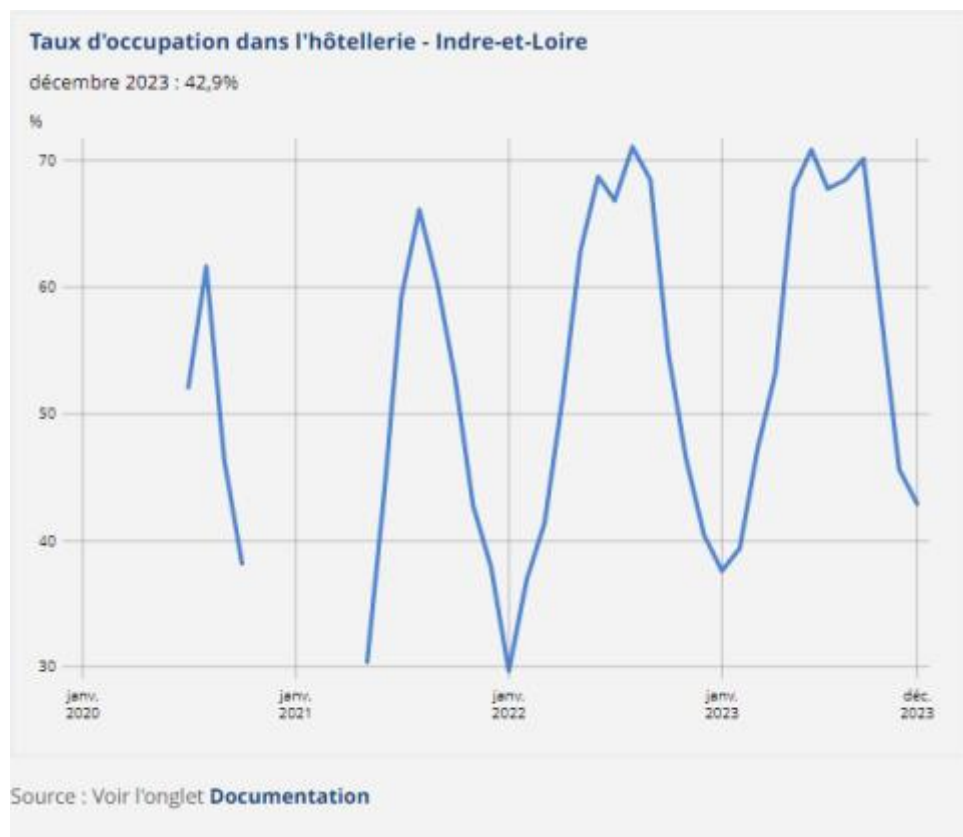


Év. janvier-octobre : +6%

Év. avril-septembre : +5%

Sources : CRT Centre-Val de Loire/ADT Touraine - enquête panel sites de visite

Une activité qui reste soutenue mais des achats en baisse



II LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE DE CHINON

La Ville de Chinon dispose d'une situation financière fragile mais elle s'est considérablement améliorée depuis 2015. Néanmoins il convient de rester prudent sur les marges de manœuvre de la collectivité car elle ne retrouvera une capacité d'autofinancement importante qu'au cours du prochain mandat. La Ville de Chinon peut s'appuyer toutefois, pour ce mandat, d'un autofinancement, même s'il est impacté par le coût de l'énergie, sachant que la dette sera divisée par deux en 2026.

Les éléments marquants portent sur une baisse du coût de la scolarité en raison de la fin des protocoles sanitaires, le rattrapage du régime indemnitaire pour les agents de catégorie C, l'augmentation de la masse salariale, la hausse de 3% du point d'indice (sur 6 mois) et du GVT, les dépenses de fluides (principalement de gaz et électricité), qui restent élevées, ainsi que la hausse du coût des produits de l'alimentation et des services (assurances).

A. Dépenses prévisionnelles de l'année 2024 :

Il est proposé d'inscrire des dépenses générales à hauteur de 3 500 000 € pour intégrer, outre le coût du protocole sanitaire, la hausse du coût de l'énergie.

Le budget prévisionnel RH se construit sur les hypothèses suivantes :

1° Structure des effectifs : Evolution des emplois permanents (hors contractuels de remplacement ou besoins saisonniers et accroissement temporaire d'activités)

	Emploi permanent Droit public
Janvier 2020	90 dont 81 emplois pourvus
Janvier 2021	92 dont 79 emplois pourvus
Janvier 2022	91 dont 83 emplois pourvus
Janvier 2023	91 dont 71 emplois pourvus (Transfert des 8 postes PM et 2 postes du service communication)
Janvier 2024	80 postes au tableau des effectifs dont 69 emplois pourvus

2° Dépenses de personnel – budget général

Le réalisé du chapitre 012 en 2024 est estimé à 5 313 000 €.

Le budget prévisionnel 012 en 2023 était de 4 900 000 €, compte-tenu d'un GVT de 3%, d'une revalorisation du point d'indice majoré C (6 mois), de l'évolution du cout de la mutualisation.

B. Projection des dépenses sur le mandat 2020-2026

L'hypothèse retenue de cette prospective financière est la suivante :

	2020	2021	2022	2023	2024*	2025	2026
011 Charges à caractère général	2 015 198 €	2 583 847 €	3 012 000 €	3 900 000 €	3 500 000 €	3 550 000 €	3 550 000 €
012 Charges de personnel	4 880 872 €	5 322 000 €	5 522 000 €	4 900 000 €	5 313 000 €	5 472 000 €	5 636 000 €
014 Atténuations de produits	281 069 €	192 183 €	220 700 €	720 000 €	770 000 €	780 000 €	790 000 €
65 Autres charges de gestion courante	544 477 €	532 000 €	587 400 €	650 000 €	660 000 €	670 000 €	680 000 €
66 Charges financières	418 500 €	404 000 €	364 000 €	390 000 €	380 000 €	370 000 €	360 000 €
TOTAL DEPENSES	8 140 116 €	9 034 030 €	9 706 100 €	10 560 000 €	10 623 000 €	10 842 000 €	11 066 000 €

*Chapitre 011 charges à caractère général : augmentation de 4% des couts due à l'inflation hors énergie. Dans l'attente des évaluations plus précises des ST pour l'électricité et le gaz (PU et quantités), seule une estimation de la baisse du prix de l'énergie et une partie de l'efficacité énergétique attendue ont été retenues pour les montants prévus au BP 2024.

* Chapitre 012 charges de personnel : choc d'attractivité et augmentations nationales

* Chapitre 014 atténuations de produits : augmentation des coûts d'attribution de compensation (AC) liés au service mutualisé de la Police et de la communication (580k pour l'AC + 185k FPIC)

* Chapitre 65 Autres charges de gestion courante : SDIS, rémunération élus, URSSAF, IRCANTEC, participations aux frais de scolarité, subventions culturelles et sportives...

* Chapitre 66 Charges financières : échéances d'emprunts

C. Recettes prévisionnelles sur l'année 2024

En ce qui concerne les recettes, il convient de rappeler que les principaux enjeux du PLF 2024 sont :

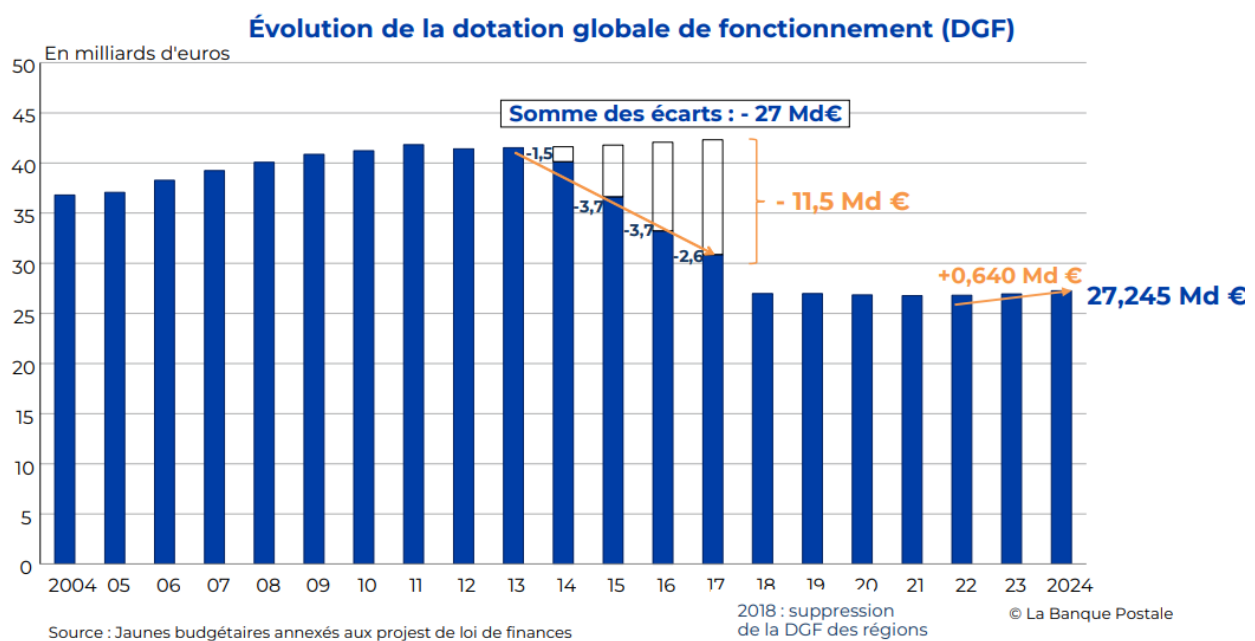
- Revalorisation des bases de la TFPB
- la stabilité des enveloppes de répartition de la dotation globale de fonctionnement

Depuis 2021, les communes ont hérité de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Pour neutraliser les effets de la réforme, un coefficient correcteur est appliqué pour éviter les phénomènes de sur et sous compensation.

Plusieurs recettes d'investissements sont aussi à prévoir sur les prochaines années concernant des cessions : Tribunal, Pirondeau.

Répartition de la Dotation Globale de Fonctionnement en bloc communal (2024) : Pour l'année 2024, le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est fixé à 27,245 milliards d'euros, soit une hausse de 313,7 millions d'euros à périmètre courant et 320 millions d'euros à périmètre constant (+ 1,2 %), néanmoins cela sera sans effet pour la ville en raison du potentiel fiscal de la CC Chinon Vienne et Loire

Sur la Commune de Chinon, on remarquait jusqu'à présent une baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement chaque année, sur les 9 dernières années de 85 135 €.



	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Baisse moy/an
DGF	1 331 345 €	1 122 902 €	957 031 €	897 217 €	844 119 €	790 704 €	732 594 €	655 504 €	650 266 €	85 135 €

D. Projection des recettes sur le mandat 2021-2026

	2020	2021	2022	2023	2024*	2025	2026
13 Atténuation de charges	36 000 €	35 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €	7 000 €
70 Produits de services	517 200 €	729 427 €	682 900 €	680 000 €	680 000 €	680 000 €	680 000 €
73 Impôts et taxes	6 937 131 €	7 343 909 €	7 527 890 €	7 979 500 €	8 198 500 €	8 198 500 €	8 198 500 €
74 Dotations et participations	1 877 810 €	1 440 818 €	1 372 656 €	1 315 500 €	1 315 500 €	1 230 500 €	1 145 500 €
75 Autres produits de gestion courante	77 000 €	126 000 €	103 400 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
76 Produits financiers	393 300 €	388 600 €	481 300 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
TOTAL RECETTES	9 838 441 €	10 063 754 €	10 175 146 €	10 182 000 €	10 401 000 €	10 316 000€	10 231 000€

En recettes, celles-ci sont stabilisées à l'exception de

*Chapitre 74 Dotations et participations : maintien de la DGF par rapport à 2023

* Chapitre 73 Impôts et taxes : il est pris en compte une revalorisation des bases de la TFPB de 3.8% sur à en 2024 soit 219 000 €

* Chapitre 76 Produits financiers : dossier de remboursement anticipé d'un des emprunts à risque clôturé en 2022

E. Evolution de la capacité d'autofinancement de la collectivité brute

La capacité d'autofinancement correspond à la différence entre les produits encaissés et les charges générées. Elle représente les ressources brutes qui restent à la disposition à la fin de l'exercice permettant de couvrir les charges ou d'investir sans recourir à des financements externes. Elle reflète la capacité de financement interne.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 prévision	2025 prévision	2026 prévision
CAF Brute en €	1 845 536	2 729 870	1 440 659	2 256 445	1 187 326	1 513 000	1 523 000	1 533 000

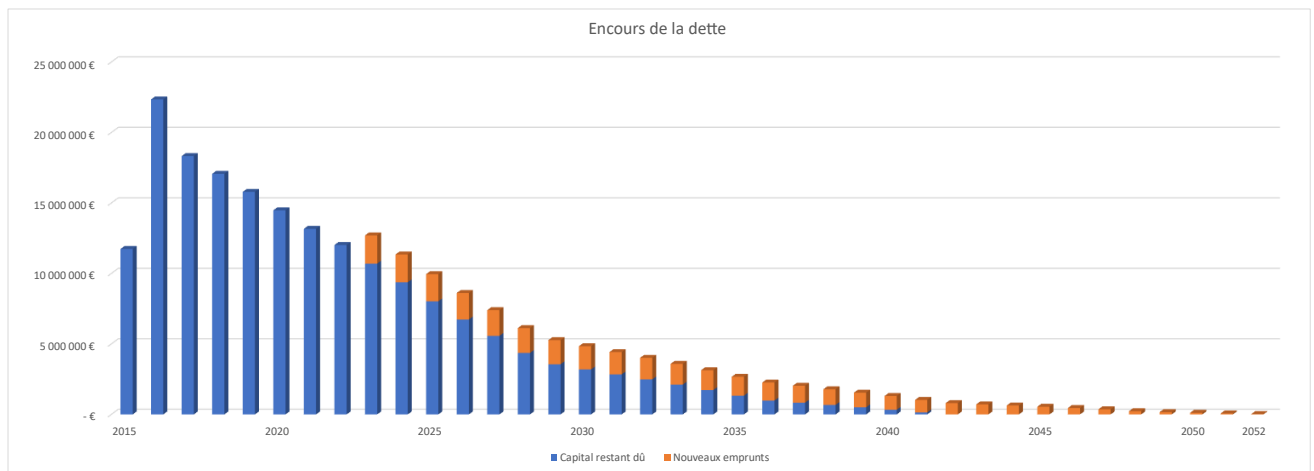
III LA STRUCTURE, LA GESTION DE LA DETTE ET LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

A. Capacité d'autofinancement nette

La différence entre la CAF Brute et la CAF nette est la prise en compte du remboursement du capital pour le calcul de la CAF nette.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 prévision	2025 prévision	2026 prévision
CAF Nette en €	542 595	1 422 496	111 973	946 766	607 378	113 000	194 500	330 000

B. Remboursement de la dette de la collectivité



Le tableau ci-dessus montre l'encours de la dette de la collectivité et distingue les amortissements des anciens emprunts et des 2 nouveaux emprunts souscrits.

IV LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

La Ville de Chinon doit faire face à des investissements de renouvellement importants en raison du désendettement en œuvre depuis 2016. C'est pourquoi il est proposé de construire un plan pluriannuel d'investissement en créant un plan d'opération thématique et des enveloppes dédiées. Certaines opérations sont déjà engagées et il convient de les poursuivre (renouvellement du matériel des services communs, programme d'action cœur de Ville...).

Pour les grands projets par définition pluriannuels, il est important de les inscrire dans des autorisations de programme / Crédits de paiement.

La priorisation des investissements prévus par la Ville de Chinon est en cours et devra faire l'objet d'arbitrages au regard du poids du désendettement, celui-ci se poursuivant sur le mandat actuel. Il sera pris en compte des données

manquantes (résultat de l'année 2020, notifications des dotations et des bases fiscales, subventions demandées, estimation financière de certains projets...) pour déterminer la liste des projets prioritaires.

Opérations	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	TOTAL
Affaires foncières	80 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	120 000 €
Voirie	699 500 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	1 099 500 €
Effacement de réseaux			25 000 €		25 000 €	50 000 €
Eclairage public			70 000 €	70 000 €	70 000 €	210 000 €
Edifices cultuels - Cimetière			35 000 €	35 000 €	15 000 €	85 000 €
Patrimoine	48 000 €	12 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	90 000 €
Police	45 000 €	25 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	115 000 €
Affaires scolaires	100 500 €	21 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	271 500 €
Affaires culturelles	24 500 €	43 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	112 500 €
Administration générale	24 000 €	64 500 €	60 000 €	15 000 €	15 000 €	178 500 €
Bâtiments - ADAP	85 000 €	20 000 €	30 000 €	30 000 €	30 000 €	195 000 €
Aménagements publics des quartiers	30 000 €	30 000 €	50 000 €	30 000 €	30 000 €	170 000 €
Sports	33 000 €	47 250 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	125 250 €
Matériels services communs	130 000 €	135 000 €	125 000 €	125 000 €	125 000 €	640 000 €
Réhabilitation de l'ancien centre technique municipal (Etude)		20 000 €				20 000 €
Voirie déclassée	1 300 000 €	440 000 €				1 740 000 €
Plan de Sobriété		50 000 €	50 000 €			100 000 €
SOUS TOTAL OPERATIONS	2 599 500 €	1 017 750 €	660 000 €	520 000 €	525 000 €	5 322 250 €

Grands projets AP / CP	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	TOTAL
Actions Cœur de Ville (Navette, OPAH-RU, Parcours touristique et marchands...)	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	500 000 €
Stade Bourdon	200 000 €	80 000 €				280 000 €
Réhabilitation Ecole J. PREVERT	350 000 €	992 000 €	175 000 €			1 517 000 €
Réhabilitation de l'Eglise Saint Maurice		250 000 €	100 000 €		200 000 €	350 000 €
Cinéma	387 200 €	45 800 €	7 000 €			440 000 €
Rénovation des places		30 000 €	600 000 €	250 000 €	100 000 €	980 000 €
Liaison haute ville basse		100 000 €	20 000 €			120 000 €
Parvis Esp Rabelais						- €
SOUS TOTAL AP/CP	1 037 200 €	1 597 800 €	1 002 000 €	350 000 €	200 000 €	4 187 000 €

TOTAL INVESTISSEMENT (opé + APCP)	3 636 700 €	2 615 550 €	1 662 000 €	870 000 €	725 000 €	9 509 250 €
--	--------------------	--------------------	--------------------	------------------	------------------	--------------------